



Conférence générale

Seizième session

Vienne, 27 novembre-1^{er} décembre 2017

Point 11 b) de l'ordre du jour provisoire

Situation financière de l'ONUDI

Situation financière de l'ONUDI

Rapport du Directeur général

Le présent document rend compte de la situation financière de l'ONUDI au 30 septembre 2017.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Aperçu général	2
II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2016-2017	2
III. Contributions	3
IV. Droit de vote	4
V. Plans de paiement pluriannuels	4
VI. Arriérés dus par d'anciens États Membres	5
VII. Soldes inutilisés des crédits ouverts au 31 octobre 2017	5
VIII. Mesure à prendre par la Conférence	5
 Annexe	
État des contributions au budget ordinaire	6



I. Aperçu général

1. La situation financière au 30 septembre 2017 pouvait, dans ses grandes lignes, se résumer comme suit:

a) Les dépenses brutes au titre du budget ordinaire (79,5 %) se situaient à un niveau légèrement inférieur à celui correspondant à la même période de l'exercice biennal précédent (79,9 %);

b) Les dépenses engagées au titre du budget opérationnel se montaient à 27,5 millions d'euros pour la période considérée. Les remboursements au titre des dépenses d'appui et les autres recettes se chiffraient à 16,8 millions d'euros à la fin de 2016 et à 15,5 millions d'euros au troisième trimestre de 2017;

c) Les dépenses engagées au titre de la gestion des bâtiments se montaient à 40,7 millions d'euros, conformément au plan de travail en vigueur;

d) Le taux de recouvrement des contributions pour 2017 au 30 septembre 2017 était de 80,4 %, contre 85,1 % en 2016 et 73,3 % en 2015;

e) Le taux de recouvrement des arriérés de contribution des années antérieures par rapport aux contributions de l'année en cours était de 15,8 %, contre 6,7 % au 30 septembre 2016 et 13,3 % au 30 septembre 2015;

f) Le montant des contributions non acquittées se chiffrait à 97,6 millions d'euros, comme le montrait l'annexe au présent document (dont 69,1 millions d'euros dus par les États-Unis d'Amérique et 2,1 millions d'euros par l'ex-Yougoslavie), contre 111,6 millions d'euros et 114,2 millions d'euros au 30 septembre 2016 et au 30 septembre 2015, respectivement;

g) Le solde du Fonds de roulement s'établissait à 7 423 030 euros. Cependant, au 30 septembre 2017, un montant de 6 095 euros n'y avait pas encore été versé;

h) Des informations sur l'état des contributions et l'exercice du droit de vote, actualisées au 6 novembre 2017, seront présentées dans un document de séance (GC.17/CRP.4).

II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2016-2017

A. Budget ordinaire

2. Le taux global d'exécution du budget ordinaire se chiffrait à 79,5 % des crédits ouverts en montant brut, ce qui représentait un léger recul par rapport à la même période de l'exercice précédent (79,9 %). Comme prévu, le taux d'exécution devrait augmenter en raison des engagements de dépenses supplémentaires ayant trait aux services de conférence et aux services communs connexes en rapport avec la session de la Conférence générale, qui seront effectués avant la fin de l'exercice biennal.

3. Au 30 septembre 2017, les allocations de crédits pour l'ensemble de l'exercice biennal se montaient à 127,0 millions d'euros au total, soit 91,4 % du montant brut des prévisions de dépenses; les dépenses engagées s'établissaient à 110,5 millions d'euros.

B. Budget opérationnel

4. Des crédits d'un montant de 31,6 millions d'euros ont été alloués pour l'exercice biennal en cours, soit 92,6 % des montants prévus dans le programme et les budgets approuvés.

5. Au 30 septembre 2017, les dépenses imputées sur le budget opérationnel s'établissaient à 27,5 millions d'euros. Au cours de l'exercice biennal précédent, elles s'étaient inscrites à 25,6 millions d'euros durant la même période.

6. Au cours du troisième trimestre de 2017, le montant consacré aux activités de coopération technique a atteint 162,78 millions de dollars. Les recettes provenant du remboursement des dépenses d'appui et autres recettes pendant cette période ont atteint 15,5 millions d'euros.

C. Gestion des bâtiments

7. Un montant initial de 48,0 millions d'euros a été alloué au titre de l'exercice biennal pour la gestion des bâtiments.

8. Au 30 septembre 2017 les dépenses engagées s'élevaient à 40,7 millions d'euros, contre 38,8 millions d'euros en septembre 2015. Ce montant équivalait à 73,9 % du montant brut du budget de l'exercice biennal approuvé pour la gestion des bâtiments.

III. Contributions

A. Recouvrement

9. Au total, 71 États Membres, dont 10 font partie des pays les moins avancés (PMA), ont acquitté l'intégralité de leurs contributions pour 2017 et 34, dont 8 PMA, ont soit effectué des versements partiels, soit vu leur quote-part réduite au titre du reversement des soldes inutilisés. Les contributions recouvrées pour la période allant de janvier à septembre 2017, ventilées par liste d'États, sont récapitulées au tableau 1.

Tableau 1

Recouvrement, janvier-septembre 2017

(En millions d'euros)

Liste d'États*	Année en cours	Années antérieures	Total
A	10,99	1,52	12,51
B	37,80	0,00	37,80
C	0,59	5,83	6,42
D	5,49	0,12	5,61
Autres	0,00	0,00	0,00
États-Unis d'Amérique	0,00	0,00	0,00
Ex-Yougoslavie	0,00	0,00	0,00
Total	54,87	7,47	62,34

* Voir document PBC.33/11.

B. Contributions non acquittées

10. L'état détaillé des contributions non acquittées au 30 septembre 2017 est récapitulé à l'annexe du présent document. Le tableau 2 présente les quotes-parts et les contributions non acquittées à cette date, ventilées par liste d'États.

Tableau 2

Quotes-parts et contributions non acquittées au 30 septembre 2017

Liste d'États*	Quotes-parts (%)	Millions d'euros		Total
		Année en cours	Années antérieures	
A	22,379	4,28	3,04	7,32
B	55,421	0,00	0,00	0,00
C	11,683	7,38	9,50	16,88
D	8,321	0,18	2,09	2,27
Autres	0,001	0,00	0,00	0,00
Total partiel	97,805	11,84	14,63	26,47

Liste d'États*	Quotes-parts (%)	Millions d'euros		
		Année en cours	Années antérieures	Total
États-Unis d'Amérique		0,00	69,07	69,07
Ex-Yougoslavie		0,00	2,08	2,08
Total	97,805	11,84	85,78	97,62

* Voir document PBC.33/11.

IV. Droit de vote

11. Comme indiqué à l'annexe du présent document, 43 États Membres étaient suspendus de l'exercice du droit de vote au 30 septembre 2017, conformément à l'Article 5.2 de l'Acte constitutif et à l'alinéa b) de l'article 5.5 du Règlement financier, soit 3 de moins qu'à la même période l'année précédente. La situation concernant l'exercice du droit de vote dans les différents organes directeurs est présentée au tableau 3.

Tableau 3

Suspension de l'exercice du droit de vote au 30 septembre 2017

Organe	Nombre d'États Membres		
	2017	2016	2015
Conférence générale	43	46	45
Conseil du développement industriel	2	3	2
Comité des programmes et des budgets	0	1	2

12. Afin de recouvrer leur droit de vote pour le reste de l'année 2017, ces États Membres doivent verser l'intégralité de leurs contributions pour 2014 et les années antérieures, y compris les avances au Fonds de roulement, et effectuer des versements partiels pour 2015, soit un montant total minimum de 5 688 410 euros.

V. Plans de paiement pluriannuels

13. Le tableau 4 récapitule l'état actuel de l'exécution des plans de paiement que les États Membres ont conclus en vue du règlement de leurs arriérés de contributions. Le Secrétariat note avec satisfaction et reconnaît les efforts considérables qu'ont déployés tous les États Membres qui ont respecté leurs engagements et obligations énoncés dans leur plan de paiement. Les autres États Membres ayant des arriérés de contributions sont encouragés à envisager de présenter des plans de paiement afin de réduire progressivement leurs arriérés.

Tableau 4

État des plans de paiement au 30 septembre 2017

(Montants en euros)

États Membres	Montant total des arriérés faisant l'objet du plan*	Montant restant à acquitter au 30/09/17	Montants reçus ou dus en 2017	Durée/ années	Date de la tranche due en 2017 (mois)	Tranche due	Versement effectué en 2017
Arménie	922 604	390 512	58 208	10	Septembre	Deuxième	Acquitté
Costa Rica	280 742	64 024	71 727	10	Septembre	Septième	Acquitté
Kirghizistan**	385 087	278 514	33 286	5	Juillet	Première	Partiellement acquitté
Total	1 588 433	733 050	163 221				

* Montant total des arriérés au moment de la signature du plan.

** Le plan de paiement a été signé; il entrera en vigueur dès que le Gouvernement aura notifié l'accomplissement des procédures internes nécessaires.

VI. Arriérés dus par d'anciens États Membres

14. Le montant des arriérés dus à l'Organisation s'élevait à 69 068 887 euros pour les États-Unis (pour la période 1994-1996) et à 2 081 599 euros pour l'ex-Yougoslavie (pour la période 1990-2001). Le Secrétariat s'efforce d'obtenir le versement de ces arriérés.

VII. Soldes inutilisés des crédits ouverts au 31 octobre 2017

15. Des renseignements sur les soldes inutilisés des crédits ouverts seront communiqués dans un document de séance (GC.17/CRP.5).

VIII. Mesures à prendre par la Conférence

16. La Conférence générale pourrait envisager d'adopter le projet de décision suivant:

“La Conférence générale,

- a) Prend note des informations figurant dans le document GC.17/5;
- b) Prie instamment les États Membres et anciens États Membres qui n'ont pas encore réglé leurs contributions, y compris pour ce qui est des avances au Fonds de roulement et des arriérés d'années antérieures, de le faire sans retard;
- c) Prie le Directeur général de poursuivre ses efforts, ainsi que ses contacts avec les États Membres et les anciens États Membres, afin d'assurer le recouvrement des arriérés;
- d) Prie en outre le Directeur général de poursuivre ses efforts pour faire en sorte que les États Membres actuels maintiennent leur appui à l'Organisation.”

Annexe

État des contributions au budget ordinaire (en euros)

Au +30 septembre 2017

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Afghanistan	4 801	0	4 801	2017P	Oui	0
Afrique du Sud	0	0	0	–	Oui	0
Albanie	0	0	0	–	Oui	0
Algérie	0	0	0	–	Oui	0
Allemagne	0	0	0	–	Oui	0
Angola	0	0	0	–	Oui	0
Arabie saoudite	0	0	0	–	Oui	0
Argentine	250 958	0	250 958	2017P	Oui	0
Arménie	390 512	0	390 512	1995P	Non	Plan de paiement
Autriche	0	0	0	–	Oui	0
Azerbaïdjan	0	0	0	–	Oui	0
Bahamas	16 175	0	16 175	2017P	Oui	0
Bahreïn	83 136	0	83 136	2017P	Oui	0
Bangladesh	6 704	0	6 704	2017P	Oui	0
Barbade	15 011	0	15 011	2016P	Oui	0
Bélarus	0	0	0	–	Oui	0
Belize	2 858	0	2 858	2013P	Non	930
Bénin	0	0	0	–	Oui	0
Bhoutan	0	0	0	–	Oui	0
Bolivie (État plurinational de)	39 433	0	39 433	2014P	Non	19 130
Bosnie-Herzégovine	17 064	0	17 064	2017P	Oui	0
Botswana	0	0	0	–	Oui	0
Bésil	9 159 308	0	9 159 308	2015P	Oui	0
Bulgarie	0	0	0	–	Oui	0
Burkina Faso	8 385	0	8 385	2015P	Oui	0
Burundi	49 487	0	49 487	1995P	Non	47 550
Cabo Verde	839	0	839	2016P	Oui	0
Cambodge	4 243	0	4 243	2017P	Oui	0
Cameroun	38 753	0	38 753	2015P	Oui	0
Chili	378 420	0	378 420	2017P	Oui	0
Chine	0	0	0	–	Oui	0
Chypre	0	0	0	–	Oui	0
Colombie	293 212	0	293 212	2017P	Oui	0
Comores	144 899	7	144 906	1986	Non	142 980
Congo	26 837	3	26 840	2012P	Non	10 330
Costa Rica	64 024	0	64 024	2016P	Oui	Plan de paiement
Côte d'Ivoire	23 126	0	23 126	2016P	Oui	0
Croatie	142 663	0	142 663	2017P	Oui	0
Cuba	32 668	0	32 668	2017P	Oui	0
Djibouti	0	0	0	–	Oui	0
Dominique	8 878	0	8 878	2006P	Non	6 950
Égypte	151 384	0	151 384	2017P	Oui	0
El Salvador	461 334	1 851	463 185	1988	Non	407 820
Émirats arabes unis	0	0	0	–	Oui	0
Équateur	47 016	0	47 016	2017P	Oui	0

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Érythrée	0	0	0	–	Oui	0
Espagne	0	0	0	–	Oui	0
Éthiopie	6 709	0	6 709	2017P	Oui	0
Ex-République yougoslave de Macédoine	64 487	58	64 545	2009P	Non	37 620
Fédération de Russie	0	0	0	–	Oui	0
Fidji	0	0	0	–	Oui	0
Finlande	0	0	0	–	Oui	0
Gabon	57 161	0	57 161	2015P	Oui	0
Gambie	68 677	0	68 677	1994P	Non	66 750
Géorgie	1 656 128	594	1 656 722	1992P	Non	1 632 560
Ghana	0	0	0	–	Oui	0
Grenade	19 383	0	19 383	1999P	Non	17 450
Guatemala	0	0	0	–	Oui	0
Guinée	6 832	0	6 832	2012P	Non	4 900
Guinée-Bissau	127 030	7	127 037	1988	Non	125 110
Guinée équatoriale	42 814	14	42 828	2011P	Non	22 150
Guyana	783	0	783	2016P	Oui	0
Haïti	3 331	0	3 331	2017P	Oui	0
Honduras	54 100	32	54 132	2011P	Non	27 210
Hongrie	0	0	0	–	Oui	0
Îles Marshall	2 083	74	2 157	2015	Oui	0
Inde	3 077	0	3 077	2017P	Oui	0
Indonésie	0	0	0	–	Oui	0
Iran (République islamique d')	424 789	0	424 789	2016P	Oui	0
Iraq	0	0	0	–	Oui	0
Irlande	0	0	0	–	Oui	0
Israël	446 699	0	446 699	2017P	Oui	0
Italie	0	0	0	–	Oui	0
Jamaïque	62 787	0	62 787	2013P	Non	37 620
Japon	0	0	0	–	Oui	0
Jordanie	0	0	0	–	Oui	0
Kazakhstan	125 782	0	125 782	2017P	Oui	0
Kenya	16 437	0	16 437	2016P	Oui	0
Kirghizistan	278 514	0	278 514	1994P	Non	Plan de paiement
Kiribati	1 364	74	1 438	2016	Oui	0
Koweït	0	0	0	–	Oui	0
Lesotho	1 167	0	1 167	2016P	Oui	0
Liban	47 358	0	47 358	2017P	Oui	0
Libéria	0	0	0	–	Oui	0
Libye	611 839	0	611 839	2014P	Non	120 580
Luxembourg	0	0	0	–	Oui	0
Madagascar	3 127	0	3 127	2017P	Oui	0
Malaisie	0	0	0	–	Oui	0
Malawi	8 175	0	8 175	2014P	Non	2 080
Maldives	4 601	6	4 607	2011P	Non	2 680
Mali	0	0	0	–	Oui	0
Malte	0	0	0	–	Oui	0
Maroc	0	0	0	–	Oui	0
Maurice	0	0	0	–	Oui	0
Mauritanie	700	0	700	2017P	Oui	0
Mexique	2 073 121	0	2 073 121	2017P	Oui	0

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Monaco	0	0	0	–	Oui	0
Mongolie	0	0	0	–	Oui	0
Monténégro	0	0	0	–	Oui	0
Mozambique	2 856	0	2 856	2017P	Oui	0
Myanmar	0	0	0	–	Oui	0
Namibie	0	0	0	–	Oui	0
Népal	25 977	0	25 977	2014P	Non	5 300
Nicaragua	0	0	0	–	Oui	0
Niger	57 319	0	57 319	1995P	Non	51 230
Nigéria	196 719	0	196 719	2016P	Oui	0
Norvège	0	0	0	–	Oui	0
Oman	0	0	0	–	Oui	0
Ouganda	37 428	12	37 440	2012P	Non	16 770
Ouzbékistan	469 169	0	469 169	1998P	Non	418 010
Pakistan	0	0	0	–	Oui	0
Panama	1 494	0	1 494	2017P	Oui	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	53 419	111	53 530	2003P	Non	39 100
Paraguay	16 376	0	16 376	2016P	Oui	0
Pays-Bas	0	0	0	–	Oui	0
Pérou	0	0	0	–	Oui	0
Philippines	1 299	0	1 299	2017P	Oui	0
Pologne	0	0	0	–	Oui	0
Qatar	237 124	0	237 124	2017P	Oui	0
République arabe syrienne	2 574	0	2 574	2017P	Oui	0
République centrafricaine	121 720	7	121 727	1989	Non	119 800
République de Corée	2 247 598	0	2 247 598	2017P	Oui	0
République de Moldova	0	0	0	–	Oui	0
République démocratique du Congo	169 361	74	169 435	1989P	Non	159 180
République démocratique populaire lao	0	0	0	–	Oui	0
République dominicaine	806 776	0	806 776	1989P	Non	697 700
République populaire démocratique de Corée	0	0	0	–	Oui	0
République-Unie de Tanzanie	31 429	0	31 429	2013P	Non	10 750
Roumanie	0	0	0	–	Oui	0
Rwanda	9 134	0	9 134	2012P	Non	3 040
Sainte-Lucie	0	0	0	–	Oui	0
Saint-Kitts-et-Nevis	0	0	0	–	Oui	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	121 190	7	121 197	1989P	Non	119 270
Samoa	0	0	0	–	Oui	0
Sao Tomé-et-Principe	144 899	7	144 906	1986	Non	142 980
Sénégal	12 741	0	12 741	2016P	Oui	0
Serbie	0	0	0	–	Oui	0
Seychelles	285	0	285	2017P	Oui	0
Sierra Leone	1 878	0	1 878	2015P	Oui	0
Slovaquie	0	0	0	–	Oui	0
Slovénie	0	0	0	–	Oui	0
Somalie	144 898	7	144 905	1986	Non	142 980
Soudan	18 036	0	18 036	2015P	Oui	0
Sri Lanka	0	0	0	–	Oui	0
Suède	0	0	0	–	Oui	0
Suisse	0	0	0	–	Oui	0

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années</i>	<i>Droit de vote^a</i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Suriname	22 042	44	22 086	2013P	Non	7 660
Swaziland	2 833	0	2 833	2017P	Oui	0
Tadjikistan	40 719	0	40 719	1999P	Non	30 610
Tchad	113 214	149	113 363	1991	Non	107 270
Tchéquie	0	0	0	–	Oui	0
Thaïlande	0	0	0	–	Oui	0
Timor-Leste	0	0	0	–	Oui	0
Togo	0	0	0	–	Oui	0
Tonga	502	0	502	2017P	Oui	0
Trinité-et-Tobago	43 683	0	43 683	2017P	Oui	0
Tunisie	16 536	0	16 536	2017P	Oui	0
Turkménistan	135 881	0	135 881	2012P	Non	70 100
Turquie	0	0	0	–	Oui	0
Tuvalu	4 190	74	4 264	2012P	Non	2 340
Ukraine	0	0	0	–	Oui	0
Uruguay	0	0	0	–	Oui	0
Vanuatu	74 217	0	74 217	1993P	Non	72 290
Venezuela (République bolivarienne du)	2 880 250	2 876	2 883 126	2013P	Non	716 300
Viet Nam	47 365	0	47 365	2017P	Oui	0
Yémen	42 137	7	42 144	2011P	Non	21 470
Zambie	20 232	0	20 232	2015P	Oui	0
Zimbabwe	7 949	0	7 949	2014P	Non	1 860
Total partiel	26 464 632	6 095	26 470 727			5 688 410
Ex-Yougoslavie ^b	2 081 599		2 081 599	1990(P)-2001		
État non membre: États-Unis d'Amérique ^c	69 068 887		69 068 887	1994(P)-1996		
Total	97 615 118	6 095	97 621 213			5 688 410

Notes:

(P) Versement partiel.

^a Conformément au paragraphe 2 de l'Article 5 de l'Acte constitutif de l'ONU, 43 États Membres ont été suspendus de l'exercice de leur droit de vote.^b Contribution sur le point d'être réglée (résolution 63/249 de l'Assemblée générale).^c État membre de l'ONU jusqu'au 31 décembre 1996.